



Lettre n° 195 du 13 juin 2021

Au sommaire :

- **Donner une gifle politique au gouvernement, faire entendre la voix des travailleurs, le 20 juin, votez Lutte ouvrière !** - Yvan Lemaitre
- **A l'élection présidentielle, être la voix des travailleurs, porter une perspective anticapitaliste et révolutionnaire**

Texte collectif de la plate-forme 1 dans le cadre de la conférence nationale du NPA pour la présidentielle, publié lors du CPN du NPA des 22 et 23 mai - Galia Trépère (91), Isabelle Ufferte (33), Henri Saussol (65), Laurent Delage (33), Yvan Lemaitre (91)

Donner une gifle politique au gouvernement, faire entendre la voix des travailleurs, le 20 juin, votez Lutte ouvrière !

Macron a pris en pleine figure l'effet boomerang de sa politique. La gifle présidentielle assénée par un type d'extrême droite, royaliste, apparemment liseur de *Mein Kampf* d'Hitler, adepte aussi du site du youtubeur Papacito qui a diffusé peu avant un montage mimant l'exécution d'un militant LFI, n'est que l'effet retour, quelque peu dérisoire et ridicule, de la violence qu'entretient, à tous niveaux, la politique du pouvoir et de ses mentors capitalistes. Tout le petit monde politique a apporté son soutien à Macron et s'interroge sur « *la violence et les excès qui agiteraient le débat public mettant en danger la République* ». Macron a appelé à « *relativiser cet incident* » ajoutant : « *Tout va bien.* » Oui, tout va bien monsieur le marquis sauf pour des millions de personnes qui souffrent des conséquences de votre politique.

La violence sociale et politique des classes dominantes

Cet incident présidentiel n'est qu'une des moindres expressions de la libération des démons de l'extrême droite encouragée par la politique du pouvoir lui-même, sa propagande, les comportements de sa police, des militaires, des forces qui se déchaînent contre les classes populaires, qui flattent le racisme, le mépris des pauvres, les fantasmes qui sommeillent dans les cerveaux malades de bourgeois petits et grands.

C'est bien ce pouvoir, sa politique au service du grand patronat et des riches contre le monde du travail qui nourrit

les tensions, la violence sociale et la montée de l'extrême-droite, l'encourage.

L'État distribue généreusement les aides et prêts au capital alors que les conditions de travail et de vie se dégradent pour la grande majorité de la population, le monde du travail, en particulier les jeunes et les femmes. Les fortunes des milliardaires ne cessent de croître, la bourse jubile, les inégalités se creusent.

De nouvelles attaques se mettent en place en particulier avec la réforme de l'assurance chômage. Les attaques contre les retraites reviennent à la une avec l'objectif de vouloir faire travailler les salariés encore davantage, que ce soit en reculant l'âge de départ en retraite à 64 ans, ou en augmentant les années de cotisation nécessaires à une retraite pleine, peut-être jusqu'à 43. Et Macron d'agresser violemment, « *La France est un des pays où on travaille le moins.* » L'obsession des classes dirigeantes et de leurs serviteurs politiques ou des médias est bien de nous faire travailler plus pour gagner moins alors que le chômage et la précarité s'aggravent et maintenir les profits en espérant éviter le krach financier, la récession.

La violence sécuritaire et raciste

Tous, Macron, comme la droite et l'extrême droite, entament la même chanson de la « sécurité » pour imposer leur offensive antisociale, anti-ouvrière : davantage de policiers, davantage de répression, davantage de prisons, la justice au service de la police. La gauche se plie à leur

pression, le PCF fait lui aussi de la dite sécurité sa priorité. Chaque fait divers devient une affaire d'État pour entretenir un sentiment d'insécurité et justifier la politique sécuritaire, policière des classes dominantes et l'arsenal de lois dont le pouvoir se dote, loi de « sécurité globale », loi « séparatisme », « lutte contre le terrorisme » pour défendre leur ordre social injuste et inégalitaire, le pouvoir des privilégiés contre la population. A l'opposé, l'État affiche une scandaleuse impuissance face aux violences faites aux femmes, aux féminicides.

Cette cacophonie sécuritaire voudrait étouffer les véritables inquiétudes générées au sein des classes populaires par la violence de l'exploitation, la crainte de l'insécurité sociale, la crainte de rejoindre les millions de personnes qui sont passées sous le seuil de pauvreté, qui ont perdu leur emploi, dont le niveau de vie baisse, les conditions d'existence se dégradent.

C'est la logique destructrice de leur système, de leur machine à profit qui ne peut continuer à fonctionner que s'ils tirent toujours plus de l'exploitation des travailleurs et de toute la population comme de la nature. C'est une logique sans fin jusqu'au krach, la crise financière.

Porter dans les urnes notre révolte, votons Lutte ouvrière

La campagne des régionales et départementales se déroule dans l'indifférence générale à l'écart de ces violences quotidiennes qui agressent des millions de femmes et d'hommes, de jeunes, loin de leurs préoccupations. Ou du moins, si cette violence préoccupe le monde politique, c'est dans l'unique souci d'en contrôler les effets, d'éviter qu'elles ne se retournent contre eux et leur république, la république des riches et des puissants, pour leur infliger une gifle sociale et politique. Leur campagne, alimentée par les surenchères sécuritaires et réactionnaires, xénophobes et racistes, vise à faire taire et diviser les travailleurs pour mieux défendre les intérêts des capitalistes. De Macron à Le Pen en passant par tous les bouts de la droite, une course est engagée pour savoir qui prendra la tête du bloc réactionnaire. Quant à la gauche institutionnelle, explosée, elle est incapable de jouer sa propre partition, intégrée à l'ordre établi qu'elle voudrait tout au plus rendre plus humain sans oser même s'attaquer à la racine du mal, la domination du capital.

Face à cette offensive, le monde du travail, les classes populaires ont commencé à déconfiner la colère. Des grèves éclatent à nouveau pour exiger du salaire des conditions de travail correctes, pour défendre l'emploi... Le 12, des milliers de manifestant.e.s étaient dans la rue contre l'extrême-droite et pour la défense des libertés. Samedi prochain, le 19, a lieu à l'initiative des salariés de TUI, une manifestation nationale pour l'interdiction des licenciements.

La prise en main de leurs affaires par les travailleurs eux-mêmes, leur mobilisation, leur organisation pour diriger, coordonner leurs luttes est la seule issue. Il ne pourra y avoir de solution à la catastrophe économique, écologique, démocratique dans le cadre de leur système, sans remettre en cause les fondements de cette société en imposant notre contrôle sur la marche de l'économie et de la société.

Les élections ne changeront pas la vie mais elles sont une tribune pour les révolutionnaires pour défendre leurs idées, aider à la prise de conscience par les travailleurs de leur capacité à changer le monde. C'est bien pourquoi nous soutenons les listes présentées par Lutte ouvrière.

Nous regrettons que des camarades du NPA, en Nouvelle Aquitaine ou en Occitanie, se soient laissés prendre au piège d'une alliance électorale avec LFI. Les révolutionnaires participent à toutes les luttes, à tous les débats, entretiennent des relations démocratiques avec tous les courants qui disent se battre dans notre camp social, mais nous savons que la voie institutionnelle et électorale est une impasse. Militer pour construire un parti pour la défense des travailleurs, des classes exploitées, un parti pour le contrôle des travailleurs, de la population sur la marche de l'économie et de la société ne peut progresser qu'en toute indépendance de la gauche dite radicale.

Ne peut progresser aussi qu'en rupture avec les pratiques fractionnelles qui ruinent le mouvement révolutionnaire, les exclusions déguisées en départ volontaire ou les scissions déguisées en exclusions et réciproquement. Ni exclusion ni scission, ni accords électoraux avec les réformistes, nous militons pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires.

Dès aujourd'hui se préparent pour certains les recompositions de l'après Mélenchon, Le Pcf connaît une nouvelle étape d'une crise qui n'en finit pas. Il est vital de se dégager des processus de décomposition de cette gauche dont rien ne peut sortir de bon si ce n'est en rompant radicalement avec elle, avec ces micro-appareils électoraux pour construire un parti de luttes sociales et politiques, démocratique et révolutionnaire. Il n'y a pas d'autres voies pour répondre à la faillite du capitalisme et la menace de l'extrême droite qu'elle engendre.

A l'alliance ou aux compromis avec les réformistes nous répondons par l'unité des révolutionnaires et combattons toutes les manœuvres de scission et de divisions, suivistes ou sectaires.

C'est pourquoi au premier tour des élections régionales du 20 juin, nous appelons à voter pour les seul.e.s candidat.e.s qui représentent le camp des travailleurs et portent notre colère, notre révolte, la perspective d'un monde libéré de l'exploitation et des oppressions, les listes présentées par Lutte Ouvrière.

Yvan Lemaitre

A l'élection présidentielle, être la voix des travailleurs, porter une perspective anticapitaliste et révolutionnaire

Dans le contexte de régression économique, sociale et politique, de crise écologique engendrées par la folle et absurde course au profit et à la concurrence capitaliste mondialisée, accentuée par l'incurie des classes dominantes et des États confrontés à la crise sanitaire que nous vivons depuis plus d'un an, l'élection présidentielle sera un moment politique important où vont s'écrire les rapports de forces politiques à l'issue des 5 années d'offensive contre le monde du travail menée par Macron. Cette offensive antisociale, sécuritaire et raciste, nourrit la montée des forces réactionnaires et rend possible la victoire de l'extrême-droite.

Il est indispensable qu'une voix se fasse entendre en rupture avec la cacophonie des partis institutionnels qui postulent au pouvoir pour gérer les affaires des classes possédantes, une voix indépendante de la gauche de gouvernement, une voix qui porte le mécontentement, la révolte du monde du travail et des classes populaires, une voix qui trace une perspective pour la convergence des luttes et changer le monde, maintenant.

Il appartient à l'ensemble des militant.e.s du NPA de se donner les moyens, politiques et démocratiques, pour surmonter les divisions et définir dans le cadre de la conférence nationale ce qui les rassemble afin que nous puissions être en mesure de présenter un.e candidat.e et de défendre la perspective, qui s'impose au regard des enjeux, de l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires en premier lieu avec Lutte ouvrière.

POUR QUE LE MONDE DU TRAVAIL SOIT EN MESURE DE RÉPONDRE À LA FAILLITE CAPITALISTE

La pandémie a mis en évidence l'incapacité du système capitaliste à répondre aux enjeux vitaux pour l'humanité. La politique d'austérité des gouvernements imposée aux services publics à la santé, et de largesses offertes au grand patronat montre les intérêts de classe qu'ils servent. Aujourd'hui les profits explosent, les plans de relance engagés par les États servent avant tout à financer les spéculations boursières et financières, le rachat d'entreprises, une concentration sans cesse croissante du capital alors qu'à l'opposé les inégalités se creusent, la misère, la pauvreté font des ravages.

La faillite du capitalisme a été révélée et accentuée par la pandémie mais celle-ci n'en est pas la cause. La pandémie elle-même est la conséquence de l'évolution des rapports entre la société humaine et la nature sous les effets de la course globalisée à la compétitivité, du productivisme. Elle est partie prenante de la crise écologique qui menace la planète, le déclencheur et l'accélérateur d'une débâcle économique jusqu'alors latente et annoncée dont personne n'est en mesure d'anticiper l'ampleur ni les ravages.

Partout, l'égoïsme de classe, les privilèges de la propriété privée capitaliste, des riches ont fragilisé les populations désarmées devant le virus. Ils ont aggravé la situation par leur police sanitaire, leurs injonctions incohérentes, leur panique accentuant le désordre du marché capitaliste.

C'est en reprenant l'offensive que nous pourrions mettre un coup d'arrêt à la faillite du capitalisme et des maîtres du monde incapables de répondre aux drames que leur politique engendre et qui entraînent la société dans leur débâcle.

FACE À L'OFFENSIVE CAPITALISTE MONDIALISÉE, LA RÉVOLTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Dès le lendemain de la crise de 2007-2009, ont éclaté les premières révoltes contre cet ordre social insupportable, les révolutions arabes. Depuis, les révoltes politiques et sociales d'ampleur secouent la planète, en Algérie, Sénégal, Birmanie, Inde, Biélorussie, Chili, Liban, Colombie ... La révolte de la jeunesse palestinienne qui affronte le terrorisme de l'État israélien en est un élément déterminant. Les travailleurs, les classes populaires, la jeunesse, les femmes en sont les forces motrices mettant en cause les inégalités insupportables pour exiger une démocratie réelle et directe, prendre leurs affaires en main. Ici, depuis 2016 et la lutte contre la loi Travail, les mobilisations se sont multipliées marquées tout particulièrement par la révolte des gilets jaunes.

Ces mouvements ouvrent des perspectives politiques nouvelles.

Le vieux monde est au bord de la faillite, il ne peut être le monde d'après. Un nouveau monde est en train de naître, de prendre conscience de lui-même à travers les affrontements, révoltes, les soulèvements, les révolutions qui secouent la planète.

Le besoin d'égalité, de dignité, de bien être, le besoin de coopération et d'entraide, le besoin de pouvoir jouir librement des richesses produites par le travail humain, d'en finir avec la misère, la pauvreté, le pouvoir policier, les guerres cherchant les moyens de se manifester, de conquérir la démocratie, le pouvoir du plus grand nombre pour en finir avec le pouvoir d'une minorité parasite, la dictature de la finance.

CONTRE LA MONTÉE DES PRÉJUGÉS RÉACTIONNAIRES ET LA MENACE DU RN, LA NÉCESSAIRE CONTRE-OFFENSIVE SOCIALE ET POLITIQUE

Macron et ses éventuels alliés, de gauche et de droite, se présentent comme un rempart face au RN. En réalité, les uns et les autres, LREM au RN en passant par Les Républicains, participent d'un bloc réactionnaire et rivalisent de surenchère.

res racistes et sécuritaires. Au-delà des concurrences politiciennes, ces surenchères visent à défendre un ordre social injuste et inégalitaire. Elles illustrent une décomposition sociale et politique dont témoignent les appels des militaires ou les actions des policiers organisées avec l'appui du pouvoir. A défaut d'être en mesure de répondre aux drames que leur politique engendre, les classes dominantes cherchent à les retourner contre leurs victimes pour les diviser et justifier leur politique répressive.

La démagogie du RN prend appui sur le fait qu'il n'a jamais été au pouvoir mais toute sa stratégie est de rechercher le soutien de la droite extrême, de ces politiciens qui depuis des années participent à l'offensive contre les classes populaires.

En réalité, la progression du RN, plus globalement des préjugés réactionnaires, est le résultat des reniements de la gauche au pouvoir depuis Mitterrand jusqu'à Hollande et Valls en passant par Jospin dont Mélenchon fut ministre.

Face à la menace de l'extrême droite, il n'y a pas d'autre voie que d'engager la lutte pour défendre nos propres intérêts, ceux de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, qu'ils aient ou non une religion quelle qu'elle soit.

Les travailleurs, les classes populaires, ont besoin de leur propre plan pour sauvegarder leur santé et leur vie, leur emploi et leur salaire, l'avenir de la société et de la planète.

UN PLAN POUR LA DÉFENSE DES CLASSES EXPLOITÉES ET CHANGER LE MONDE

Les tensions, les difficultés, les régressions que connaît la vie sociale, dans tous ses aspects, sont directement la conséquence de la politique d'une minorité parasite qui concentre toujours plus de richesses et de pouvoir entre ses mains au détriment de la majorité de la population qui voit ses conditions de vie régresser, l'avenir de la jeunesse s'obscurcir. La défense de nos droits élémentaires, de nos conditions de vie et de travail, du droit à bénéficier des progrès techniques extraordinaires que connaît le monde, de construire ensemble notre avenir est incompatible avec cette politique rétrograde qui sert des intérêts archaïques.

Faire face à l'urgence sanitaire, un service public national de la santé

La pandémie a révélé l'aberration d'un système de santé soumis aux intérêts privés et à la concurrence capitaliste. Les pénuries criantes de masques, de tests, de vaccins, qui ont entraîné des hausses de prix spectaculaires aux moments où ils étaient le plus nécessaires en sont une illustration dramatique. Tout comme l'obstacle inadmissible constitué par les brevets à l'heure où il est urgent de vacciner le plus rapidement possible toute l'humanité.

Une politique sanitaire démocratique et efficace exige la réquisition des établissements privés, l'intégration et la coordination de tous les intervenants et professionnels dans un même service public assurant à tous des conditions de travail et des salaires dignes, la réouverture de lits, un plan de formation massif d'infirmières, aides-soignants, médecins.

L'anarchie de la production mondiale des médicaments, du matériel médical, pose avec acuité la nécessité de sa planification, de l'expropriation des Bigpharma comme Sanofi et de la collaboration scientifique à l'échelle internationale.

Urgence contre la misère, le chômage et la précarité

Face à la détresse sociale croissante qui frappe tout particulièrement les femmes, celle des étudiants et plus généralement des jeunes, la seule réponse du gouvernement est d'attaquer brutalement les chômeurs et les précaires avec sa réforme de l'assurance-chômage.

Pour une vie digne pour toutes et tous, il faut imposer des mesures d'urgence :

- 1800 euros nets par mois minimum pour toutes et tous. En faisant verser 1500 euros minimum aux propriétaires de bars, commerces ou restaurants à l'arrêt, le gouvernement reconnaît qu'on ne peut pas vivre avec moins.
- Interdiction des licenciements et partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire
- Embauche définitive des intérimaires, des CDD, de tous les emplois précaires
- Embauche massive dans les services publics
- Augmentation de 400 euros nets par mois sur tous les revenus

Aux côtés des petits producteurs, artisans, commerçants, agriculteurs

Les travailleurs indépendants, petits commerçants et artisans sont pris à la gorge par les taxes et les dettes. L'exonération de charges sociales, le report des loyers et des remboursements de crédits par l'État suite à la pandémie ne font que retarder les choses. Cela est vrai aussi pour les métiers de la culture et du spectacle.

Les salariés sont à leurs côtés pour imposer l'annulation des dettes, des crédits gratuits, un revenu minimum de 1800 euros nets par mois.

Combattre les oppressions, la démagogie réactionnaire, pour l'émancipation

Des mesures d'urgence devront aussi être mises en œuvre pour répondre aux difficultés rencontrées à tous les niveaux de la vie sociale.

L'école publique a atteint le même état de délabrement que les hôpitaux. Sans moyens, elle est confrontée à la violence, aux préjugés qui traversent la société. Le droit à la formation, l'accès à la culture pour toutes et tous passent en priorité par la création de dizaines de milliers de postes, la titularisation de tous les précaires, la création d'un monopole public de l'éducation.

Répondre à l'exigence d'égalité entre les sexes, l'égalité salariale, le droit de disposer de son corps, aux droits des femmes et des minorités sexuelles, LGBTI, en finir avec les discriminations, en finir avec les rapports de domination masculine, le patriarcat et les violences faites aux femmes.

Contre la démagogie contre l'immigration, c'est exiger pour tous les travailleurs, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau, le droit de circulation et d'installation, des papiers pour toutes et tous, le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections.

Répondre à l'offensive sécuritaire, aux violences policières et au racisme, c'est s'organiser dans les quartiers et les cités, exercer un droit de contrôle sur la police et les commissariats.

La lutte contre les discriminations, les oppressions passe par la mobilisation et l'organisation de celles et ceux qui en sont victimes, de leurs soutiens.

NON À LA RELANCE DES PROFITS, RÉORGANISER L'ÉCONOMIE EN FONCTION DES BESOINS SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS ET DE LA POPULATION

Le patronat engage une partie des milliards distribués par l'État pour moderniser son appareil de production, c'est-à-dire le rendre plus rentable en le concentrant, en éliminant les canards boiteux, par l'automatisation des chaînes. Le numérique qui devrait permettre une réduction de temps de travail, sert au contraire à intensifier l'exploitation et à aggraver la flexibilité, la précarité.

Il n'y a là rien d'inéluctable, aucune loi économique à laquelle il serait impossible d'échapper, mais la logique d'un rapport de force entre les classes.

En finir avec cette logique perverse, reprendre le contrôle de l'économie, se donner les moyens de la gérer rationnellement, c'est :

- Exproprier les banques privées, les regrouper dans un monopole public bancaire et de crédit, sous le contrôle de la population
- Annuler la dette publique
- Fermer les bourses et les marchés financiers
- Prendre le contrôle de l'appareil de production, des multinationales sous le contrôle de leurs travailleur.es et de la population, à commencer par celles des secteurs clés de l'économie sur lesquels repose la satisfaction des besoins les plus immédiats : santé, industrie pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire...

Enrayer la catastrophe écologique, pour une planification démocratique

La généralisation à l'échelle de la planète de l'exploitation du travail humain et du pillage des ressources naturelles a débouché sur une crise écologique, réchauffement climatique, pollution, pandémies, dont les conséquences sont dramatiques et mettent en jeu la survie de notre espèce.

Les solutions mises en avant par les scientifiques se heurtent aux frontières nationales et aux rivalités entre États, au désordre de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales. La loi promue par Macron est un emplâtre sur une jambe de bois.

Le gouvernement trouve là surtout des justifications pour d'un côté de nouvelles subventions aux entreprises, de l'autre de nouvelles taxes et des licenciements pour les classes populaires. Même en pratiquant ce qu'il appelle « la transition écologique », limitée à certains secteurs et néanmoins soumise aux lois du marché, le capitalisme ne sera jamais vert. Car, pour reprendre les mots de Marx, il « *épouse les deux sources de toute richesse : la terre et le travailleur.* »

La réponse exige des mesures radicales et qui ne respectent pas le cadre des frontières.

Seule une planification démocratique de l'économie, sous le contrôle des travailleurs concernés et de la population, permettrait que la production soit organisée en fonction des besoins sociaux, tout en préservant au maximum les équilibres naturels.

Elle permettra, à l'opposé des lois aveugles du marché, de rationaliser l'économie, c'est-à-dire de créer le cadre pour discuter des productions et des services réellement utiles et de ceux, inutiles, voire nuisibles, à arrêter.

DU CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR L'ÉCONOMIE À UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES POPULAIRES

La mise en œuvre de ces mesures d'urgence implique la mobilisation et l'organisation des travailleurs et de la population pour prendre en charge le contrôle de la marche de l'économie, de ce que l'on produit, pourquoi et comment.

Les enjeux sont trop importants, vitaux pour les laisser entre les mains des dirigeants des multinationales, des fonds financiers et des États qui les servent. Les grands changements qui s'imposent ne peuvent être l'œuvre que de nos mobilisations.

Cette exigence démocratique est au cœur des mobilisations qui depuis 2016 ont secoué le pays.

Elle pose la question de qui dirige au service de quels intérêts. Elle porte l'exigence d'un gouvernement démocratique, au service de la population, comme le revendiquent les gilets jaunes. Elle ne pourra pas voir le jour par quelques replâtrages constitutionnels, comme le RIC ou une 6e République. Elle ne pourra naître que de la mobilisation du plus grand nombre, les 99 %, contre les 1% qui contrôlent l'économie, les médias et l'État, pour les exproprier de leur pouvoir et instituer le pouvoir des travailleurs, des classes populaires.

Un tel gouvernement en finira avec les privilèges indécentes des politiciens. Mandatés et révocables, payés au salaire moyen ouvrier, les militants et élus d'un gouvernement des travailleurs n'auront rien de commun avec les petits carriéristes qui aspirent à la fonction suprême !

Vers une Europe des travailleurs et des peuples

Un tel gouvernement inscrira sa politique dans un mouvement plus large que le cadre national, celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples. L'Union européenne -la pandémie comme le drame des migrants en ont apporté une nouvelle démonstration- est une construction politique par en haut pour et par les banquiers et les dirigeants des multinationales, la BCE. Elle est pour eux un instrument contre les populations. Mais penser qu'il suffirait de quitter cette Europe-là, de revenir dans le cadre de politiques nationales, comme le font les souverainistes de droite comme de gauche, les nationalistes d'extrême-droite, pour en finir avec ces offensives, est une illusion dangereuse. Cela détourne la révolte sociale de ses véritables ennemis.

Les travailleurs ayant conquis le pouvoir en appelleront à ceux des autres pays à les rejoindre pour déterminer ensemble sous quelle forme ils veulent coopérer dans le cadre d'une Europe des travailleurs et des peuples, des États-Unis socialistes d'Europe.

Pour la paix, la coopération des peuples et la solidarité internationale

L'instabilité économique et financière, les guerres commerciales, l'exacerbation de la concurrence mondialisée, les rivalités et luttes d'influence, les multiples conflits militaires locaux entraînent une montée des militarismes et un état de guerre permanent.

Jamais les dépenses militaires n'ont été aussi élevées dans le monde.

Le combat pour la paix, le droit des peuples, le désarmement en particulier nucléaire reste en fait impuissant s'il ne s'appuie pas sur le prolétariat pour œuvrer à unir ses luttes et ses forces par-delà les frontières pour contester le pouvoir des multinationales et de l'oligarchie financière. Loin des pieux appels à l'ONU ou à la « communauté internationale », il est un combat de classe, indissociable de celui pour le socialisme.

EN RÉPONSE À LA DÉCOMPOSITION DE LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT, RASSEMBLER LES FORCES DU MONDE DU TRAVAIL EN TOUTE INDÉPENDANCE DES INSTITUTIONS

Au pouvoir, la gauche a toujours servi les classes dominantes. Les partis de la gauche dite « radicale », le PCF ou la FI, incapables de rompre avec le cadre institutionnel de l'ordre capitaliste, n'auraient, à nouveau, pas d'autre choix s'ils viennent aux affaires que de gérer cet ordre social. Bon nombre de leurs militants, proches ou électeurs partagent nos aspirations, nos révoltes et nos luttes. Nous souhaitons l'unité des classes exploitées, opprimées pour défendre nos droits et changer le monde. Dans ce but, nous avons besoin d'une politique de classe indépendante des institutions rodées depuis des décennies à servir l'ordre établi.

Nous pensons aussi qu'il est indispensable de rompre avec la politique du dialogue social que mènent les directions des organisations syndicales qui, plutôt que d'aider aux convergences, laissent les réactions des travailleurs circonscrites aux entreprises, aux secteurs, isolés les uns des autres.

Notre campagne comme notre activité quotidienne veulent aider les travailleurs conscients des luttes à mener à s'organiser, à se rencontrer et coordonner leurs combats – syndiqués et non syndiqués. C'est une question politique qui participe de la prise de conscience de la nécessité de préparer une riposte d'ensemble du monde du travail, et, pour cela, de se regrouper, de s'organiser.

POUR L'UNITÉ DES ANTICAPITALISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES

Notre campagne vise à renforcer le camp des anticapitalistes et révolutionnaires, plus largement à rassembler toutes celles et ceux qui ne sont pas dupes de la démagogie de la droite extrême ou de l'extrême droite, qui ne font plus confiance à la gauche gouvernementale et aspirent à une démocratie directe, à prendre en main eux-mêmes la défense de leurs propres intérêts.

Notre campagne sera à leur service pour tracer la perspective d'un parti des travailleurs, démocratique, révolutionnaire reprenant le drapeau que les vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier ont abandonné, le drapeau du socialisme et du communisme.

Dans le contexte difficile que connaît notre parti, rassembler nos forces nécessite une totale indépendance vis à vis de LFI et aussi d'être en mesure de représenter la continuité de notre projet de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires. Olivier Besancenot entouré d'un collectif de porte-parole serait le mieux à même de représenter cette nouvelle dynamique nous rassemblant par-delà nos désaccords dans le même temps qu'il pourrait porter le projet d'une candidature commune du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire.

Si nous ne réussissons pas à surmonter la paralysie engendrée par le jeu délétère des rivalités fractionnelles, à faire taire les menaces d'exclusion pour faire vivre la démocratie afin de réussir à choisir parmi nous un.e camarade en mesure de rassembler nos forces, le NPA soutiendra la candidature de Nathalie Arthaud. Alors que patronat et gouvernement se préparent à intensifier leur guerre de classe pour sauver leur système d'exploitation, une bataille politique majeure s'engage qui exige de regrouper nos propres forces pour mieux contribuer au regroupement des forces de l'ensemble du mouvement et, plus largement, du monde du travail.